

# Une alternative pour l'Europe

**P**lusieurs sondages viennent de confirmer la dynamique du NON à la constitution européenne. Evidemment, rien n'est encore joué. Nous devons donc amplifier nos efforts jusqu'au bout pour que le projet constitutionnel soit recalé par notre peuple et que s'ouvre une situation politique nouvelle portant à l'ordre du jour l'exigence d'une autre Europe.

Par ses différents mécanismes, le texte actuel aggraverait encore la main mise des marchés financiers sur l'Europe contre l'emploi et le social. Il accentuerait la pression déjà forte pour «libéraliser» les services publics. Son processus de modification est tellement verrouillé que les perspectives d'une amélioration ultérieure seraient rejetées aux calendes grecques. Quant à ses prétendues avancées, elles sont illusoire. La charte des droits fondamentaux est rédigée et encadrée de telle manière qu'elle n'est pas juridiquement contraignante. Le droit de pétition citoyenne est assorti de tant de conditions qu'il n'est pas de nature à changer quoi que ce soit.

## **Nous avons vraiment besoin d'autre chose.**

Le débat ne peut évidemment pas se réduire à l'analyse d'un texte car la logique qui sous-tend cette constitution comme les politiques libérales qu'elle vise à sacraliser et à renforcer sont à l'œuvre au quotidien.

Leurs conséquences, c'est le chômage qui déstructure désormais toute la société, c'est la précarité galopante, ce sont les délocalisations et les restructurations pour accroître les profits, c'est la rentabilité des grands groupes érigée en objectif central sous le vocable de compétitivité. C'est l'attaque en règle contre les services publics au nom du principe cardinal de la «concurrence libre et non faussée». N'en déplaise aux chantres du Oui, la directive Bolkestein, mise de côté le temps d'un référendum, est totalement « en ligne » avec les orientations que l'on veut faire aujourd'hui ratifier comme les déclarations de la commissaire européenne Danuta Hübner sur la nécessité de faciliter les délocalisations en Europe.

C'est pourquoi établir la liaison entre les luttes sociales actuelles, l'offensive du MEDEF, la politique Raffarin et le référendum n'est pas commettre un contresens, se tromper d'échéance ou s'adonner à une manœuvre politicienne. Il faut tout à la fois sanctionner une politique néfaste et empêcher qu'elle ne soit encore aggravée pour l'avenir par une constitution «libérale XXL»

**Mais faire gagner le NON c'est aussi donner à notre peuple la possibilité de faire prévaloir, en France, une politique alternative.**

Qui peut croire sérieusement qu'avec les caractéristiques

rappelées brièvement ici, la constitution Giscard puisse être neutre dans la perspective d'une transformation progressiste de la société ?

L'argument de François Hollande selon lequel «il faut prendre l'acquis et repartir à l'assaut» pour améliorer le traité n'est pas sérieux. Avec un tel verrouillage pour protéger le traité constitutionnel de toute modification anti libérale, il est clair qu'en cas de ratification de ce texte nous devrions «faire avec lui» pendant longtemps et que le combat serait rendu plus difficile. Au contraire, la victoire du NON ouvrirait le jeu. En empêchant les élites autoproclamées de sceller le sort des peuples en dehors de leur participation, elle permettrait l'irruption de ces derniers dans le processus de construction européenne.

En résumé, le OUI bloque l'avenir, le NON ouvre la porte à l'émergence d'autres futurs possibles.

Nous avons tous entendu l'argument du chantage : «c'est OUI ou c'est le chaos». Il est agité de tous côtés. Nous devons montrer, c'est décisif, que le rejet du projet de traité ne se limite pas à un acte de protestation, largement justifiée, mais qu'il est lui même porteur de perspective.

## **Nous ne nous battons pas contre l'Europe, nous nous battons pour une autre Europe.**

Il nous faut donc montrer ce qu'elle devrait être, en lien étroit avec les luttes, les mouvements sociaux et les aspirations populaires. Il nous faut donc mettre en débat, dans le pays et en Europe, des propositions de nature à en définir les contours. En voici quelques exemples dans le champs économique et social

Nous voulons construire une alternative au chômage, à la précarité, aux bas salaires et pour cela nous voulons sécuriser et promouvoir l'emploi et la formation. C'est le sens de notre proposition de sécurité d'emploi et de formation qui, loin de se réduire à un slogan ou à une mesure miracle constitue une démarche cohérente et audacieuse pour aborder les multiples aspects de cette question déterminante.

- Meilleure indemnisation et retour à l'emploi des chômeurs et des RMistes avec un système de formation rénové et beaucoup plus développé qu'aujourd'hui articulé à une réforme et une mise en synergie des institutions du service public de l'emploi.

- Mise en place d'un nouveau droit social visant la sécurisation des parcours professionnels avec les procédures et les organisations permettant, par exemple en cas de suppression d'emploi inévitable, d'être intégré dans un

processus de formation avec un revenu correspondant et débouchant sur un emploi.

- Conversions des emplois précaires en emplois stables et correctement rémunérés.
- Politique de création d'emploi effective ce qui recouvre les questions de la politique industrielle et de services ainsi qu' une augmentation forte de l'investissement recherche aussi bien dans les organismes publics que dans les entreprises.
- Conquête face aux restructurations et aux délocalisations de nouveaux droits démocratiques d'intervention pour des solutions alternatives aux fermetures d'entreprises et aux suppressions d'emploi (y compris moratoires suspensifs, contrôle des fonds publics attribués avec remboursements éventuels etc.)
- Plus largement, pouvoirs nouveaux d'intervention dans les gestions pour les salariés, les élus, les usagers. Ils seraient d'un apport majeur pour faire vivre une obligation de prévention des difficultés et pour donner corps à des stratégies d'efficacité économique et sociale.
- Moyens financiers nouveaux : avec notamment
  - ♦ La modulation des cotisations employeurs pénalisant les politiques de suppressions d'emploi et de précarité, encourageant les politiques de création d'emploi stables,
  - ♦ un crédit sélectif pour lequel la mise en place des fonds régionaux pour l'emploi et la formation peut constituer, dans notre pays, un levier puissant.
  - ♦ la réforme en profondeur de la BCE, de ses missions et orientations. Elle doit être tournée vers le financement de la croissance et des emplois et recourir à une création monétaire non inflationniste puisque gagée par de l'activité réelle.
- En lien avec ces mesures, nous nous battons pour que les entreprises, les Etats, les collectivités territoriales et l'Europe elle même s'engagent sur des objectifs chiffrés de création ou de transformation d'emplois.

### **Au-delà de l'entreprise, la démocratie d'intervention est une dimension déterminante de notre projet politique.**

Elle doit se concrétiser aux différents niveaux où les décisions sont prises et bien sûr à celui de l'Europe. Nous voulons fonder les processus décisionnels sur le recours à des consultations démocratiques, sur le renforcement du rôle du parlement européen et des parlements nationaux inséparable de leur démocratisation, sur des pouvoirs accrus pour le comité économique et social européen et pour le comité des régions.

Face à la marchandisation tous azimuts, nous voulons développer les services publics. Ceux-ci ne doivent pas être définis comme des « exceptions au marché » mais comme le moyen d'assurer à chaque personne l'accès égal à des biens ou des services indispensables à l'épanouissement humain. Ils sont au cœur d'un projet de société pour l'Europe.

Il s'agit de rendre effectifs, dans une démarche de responsabilité publique, les droits à la santé, à l'éducation, au logement, à la culture, à l'énergie, à l'eau, aux transports etc. A l'inverse des logiques de privatisation et de mise en concurrence, nous nous battons pour des coopérations entre les opérateurs européens et mondiaux et pour que des outils novateurs soient créés à cet effet, par exemple une agence européenne de l'énergie.

Enfin, face à la logique de guerre économique et à la soumission à l'hyper puissance américaine nous sommes pour une Europe de la coopération, de la paix et du co-développement.

Loin de s'inscrire dans le soutien aux stratégies de dumping social, l'Union devrait contribuer à l'instauration de nouvelles coopérations économiques et sociales permettant la mobilisation d'aides publiques européennes conditionnant des crédits favorisant les productions nationales, l'emploi et la formation des pays aidés. Dans le cadre d'accords novateurs ceux-ci achèteraient préférentiellement les équipements, le principe de base étant celui de l'échange fondé sur l'intérêt mutuel et non sur la mise en concurrence des salariés et la course au moins disant social.

L'Europe doit aussi agir pour une réforme des institutions économiques internationales (OMC, FMI, Banque Mondiale etc.) afin que celles-ci agissent pour favoriser cette logique nouvelle.

### **L'Europe doit aussi se mobiliser pour un nouveau système monétaire international fondé sur une monnaie mondiale de coopération.**

Emanciper les échanges économiques et monétaires internationaux de la domination du Dollar est l'une des clés pour un nouvel ordre mondial porteur de progrès et de développement.

En lieu et place des négociations de l'AGCS, la promotion de biens communs à toutes l'humanité gérés dans une logique de coopération et non de soumission au marché constituerait un saut de civilisation particulièrement bénéfique. C'est une condition essentielle pour donner un contenu réel aux aspirations légitimes à un développement durable.

Comme on le voit, parler d'une autre Europe au service du progrès humain n'est pas un slogan vide de sens. C'est au contraire une bataille politique essentielle et prometteuse. ■

**Alain Obadia**

